

LOI.

CONCERNANT

LA RÉVISION

DE LA

CONSTITUTION CANTONALE

DU 23 DÉCEMBRE 1852

(adoptée en 1^{ers} débats le 2 juin 1875).



SION

Imprimerie L. SCHMID.

1875.

PB
556

Membres de la Commission du Grand-Conseil
chargée d'examiner la loi concernant
la révision,

(pour les 2^{ds} débats.)

-
- MM. Pignat, Hyp., de Vouvry,
» Evêquoz, Maurice, à Sion.
» Joris, Fidèle, d'Orsières.
» Clausen, Félix, à Brigue.
» Barman, Louis, à St-Maurice.
» Allet, Alexis, de Loèche.
» Clémentz, César, de Viège.
» Gaspoz, Jn-Bapt, à Sion.
» Rybordy, Maurice, de Riddes.
-

LOI

CONCERNANT

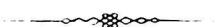
LA RÉVISION

DE LA

CONSTITUTION CANTONALE

du 23 décembre 1852

(Adoptée en premiers débats le 2 juin 1875.)



LE GRAND-CONSEIL

DU CANTON DU VALAIS,

Considérant qu'une révision de la Constitution cantonale est devenue nécessaire pour la mettre en harmonie avec la nouvelle Constitution fédérale du 29 mai 1874 ;

Voulant aussi réaliser les réformes et les améliorations jugées utiles et nécessaires ;

Donnant suite aux décisions prises dans les deux sessions ordinaires de mai et de novembre



Médiathèque VS Mediathek



1010792498

PB 556

1874, où l'opportunité de cette révision a été votée en conformité du troisième alinéa de l'article 74 de la Constitution actuellement en vigueur ;

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

ORDONNE :

Art. 1^{er}. La Constitution cantonale sera soumise dans la rédaction suivante à la votation du peuple :

CONSTITUTION

DU CANTON DU VALAIS.

AU NOM DE DIEU TOUT-PUISSANT!

TITRE PREMIER.

Principes généraux.

Article I^{er} (*Art. 1^{er} actuel modifié.*)

Le Valais est une République souveraine incorporée comme canton à la Confédération suisse.
La souveraineté réside dans le Peuple.

La forme du gouvernement est celle de la démocratie représentative.

Article 2. (*Art. 2 actuel modifié.*)

La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat.

Article 3. (*Art. nouveau.*)

La liberté de croyance et de conscience, le libre exercice des cultes sont garantis dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Article 4. (*Art. 3 actuel modifié.*)

Tous les citoyens sont égaux devant la loi.

Il n'y a, en Valais, aucun privilège.

Article 5. (*Art. 4 actuel modifié.*)

La liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile sont garanties.

Nul ne peut être poursuivi ou arrêté et aucune visite domiciliaire ne peut être faite si ce n'est dans les cas prévus par la loi et avec les formes qu'elle prescrit.

Article 6. (*Art. 9. actuel.*)

Nul ne peut être distrait de son juge naturel.

Article 7. (*Art. 11 actuel modifié.*)

La propriété est inviolable. Il ne peut être dérogé à ce principe que pour cause d'utilité publique ou dans les cas prévus par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité.

Article 8. (*Art. 12 actuel.*)

Aucun bien-fonds ne peut être grevé d'une redevance perpétuelle irrachetable.

Article 9. (*Art. 6 actuel.*)

La presse est libre.

La loi pénale en réprime les abus.

Ses dispositions ne peuvent être préventives.

Article 10. (*Article 5 actuel.*)

Le droit de pétition est garanti.

Article 11. (*Art. 7 actuel modifié.*)

Le droit de libre établissement et d'association, la liberté de commerce, de l'industrie et des arts sont garantis.

L'exercice de ces droits est réglé par la loi dans les limites de la Constitution fédérale.

Article 12. (*Art. 8 actuel modifié.*)

L'instruction publique est placée sous la direction et la haute surveillance de l'Etat.

L'instruction primaire est obligatoire et gratuite.

La liberté d'enseignement est garantie sous réserve des dispositions de la loi.

Article 13. (*Art. 13 actuel modifié.*)

Tout citoyen est tenu au service militaire.

L'application de ce principe est réglée par la législation fédérale et cantonale.

Article 14. (*Art. nouveau.*)

Tout fonctionnaire public est responsable de sa gestion.

Tout employé de l'Etat chargé de la perception ou de l'administration des deniers publics est tenu, avant d'entrer en fonction, de fournir un cautionnement reconnu suffisant.

Article 15. (*Art. nouveau.*)

Les dépenses de l'Etat sont couvertes :

- a) par les revenus de la fortune publique ;
- b) par le produit des régales et des droits du fisc ;
- c) par les indemnités fédérales ;
- d) par les impôts.

Article 16. (*Art. nouveau.*)

Toute entreprise nouvelle, ainsi que toute dépense extraordinaire, dont le coût ou la somme

totale atteint le chiffre de 100,000 francs, doivent être soumises à l'adoption ou au rejet du peuple.

La votation aura lieu dans les formes usitées et dans les 50 jours qui suivent la publication des mesures décrétées.

Article 17. (*Art. nouveau.*)

Pour les besoins ordinaires de l'administration cantonale, le taux de l'impôt sur le capital et le revenu est de un pour mille.

Ce taux ne peut être dépassé sans la sanction du peuple à moins que l'augmentation ne soit nécessaire :

a) par l'amortissement obligatoire et la diminution nécessaire du capital de la dette publique ;

b) par des dépenses extraordinaires votées par le peuple, ou par de nouvelles charges qui seraient imposées au canton par la Confédération.

Article 18. (*Art. 14 actuel.*)

La langue française et la langue allemande sont déclarées nationales.

TITRE II.

Division du canton.

Article 19. (*Art. 15 actuel modifié.*)

Le canton est divisé en districts.

Les districts sont composés de communes.

Le Grand-Conseil peut, par une loi, modifier le nombre et la circonscription des districts et par un décret ceux des communes, les intéressés entendus.

Il en désigne également les chefs-lieux.

Article 20. (*Article 16 actuel modifié.*)

Un décret désignera le chef-lieu du canton et déterminera les prestations incombant au chef-lieu.

TITRE III.

Etat politique des citoyens.

Article 21. (*Art. 17. actuel modifié.*)

Sont Valaisans :

- 1° Les bourgeois d'une commune du canton.
- 2° Ceux à qui la naturalisation est conférée.

Article 22. (*Art. 18 actuel modifié.*)

Les étrangers ne peuvent être définitivement incorporés dans une bourgeoisie avant d'avoir été naturalisés valaisans.

Article 23. (*Art. nouveau.*)

Tout citoyen du canton peut acquérir le droit de bourgeoisie dans une autre commune aux conditions fixées par la loi.

TITRE IV.

Pouvoirs publics.

Article 24. (*Art. 19 actuel.*)

Les pouvoirs publics sont :

Le pouvoir législatif ;

Le pouvoir exécutif et administratif ;

Le pouvoir judiciaire.

CHAPITRE I.

Pouvoir législatif.

Article 25. (*Art. 20 actuel.*)

Le pouvoir législatif est exercé par le Grand-Conseil.

Article 26. (*Art. 24 actuel.*)

Le Grand-Conseil s'assemble de plein droit, en session ordinaire, le troisième lundi de mai et le troisième lundi de novembre.

Il se réunit en session extraordinaire lorsqu'il est convoqué par le Conseil d'Etat, à son initiative ou à la demande écrite et motivée de 20 députés.

Article 27. (*Art. 25 actuel.*)

Chaque session ordinaire est de treize jours continus au plus ; elle pourra toutefois être con-

tinuée dans les cas d'une gravité et d'un intérêt majeurs. Le Grand-Conseil en délibère.

Article 28. (*Article 26 actuel.*)

Les séances du Grand-Conseil sont publiques.

Il se forme en comité secret lorsque les circonstances l'exigent.

Article 29. (*Art. 23 actuel.*)

Les délibérations du Grand-Conseil se prennent à la majorité absolue.

Il ne peut délibérer qu'autant que les députés présents forment la majorité absolue de la totalité de ses membres.

Article 30. (*Article 27 actuel.*)

Le Grand-Conseil nomme dans son sein, à la première session de chaque année, son président, deux vice-présidents, deux secrétaires, dont l'un pour la langue française et l'autre pour la langue allemande, et deux scrutateurs.

Article 31. (*Art. 28 actuel modifié.*)

Le Grand Conseil élit, dans la première session ordinaire de chaque législature, le Conseil d'Etat et le Tribunal d'appel du canton.

Article 32. (*Art 29 actuel modifié.*)

Le Grand-Conseil a les attributions suivantes :

- 1° Il vérifie les pouvoirs de ses membres et prononce sur la validité de leur élection;
- 2° Il accepte, amende ou rejette les projets de loi ou de décret ;
- 3° Il exerce le droit d'amnistie, le droit de grâce et de commutation de peine ;
- 4° Il accorde la naturalisation ;
- 5° Il examine la gestion du Conseil d'Etat et délibère sur son approbation ;
Il peut en tout temps lui demander compte d'un acte quelconque de son administration ;
- 6° Il fixe le budget, examine et arrête les comptes de l'Etat, ainsi que l'inventaire de la fortune publique ;
Le budget et les comptes sont rendus publics ; le règlement fixe le mode de cette publication ;
- 7° Il nomme aux dignités et bénéfices ecclésiastiques dont la répourvue appartient à l'Etat ;
- 8° Il nomme, à chaque session de mai, le président et le vice-président du Conseil d'Etat, le président et le vice-président du Tribunal d'appel, ainsi que les députés au Conseil des Etats ;
- 9° Il nomme, sur la proposition du Conseil d'Etat, les officiers d'un grade supérieur à celui de capitaine ;

- 10° Il conclut les traités avec les cantons et avec les Etats étrangers, dans les limites de la Constitution fédérale ;
- 11° Il accorde les concessions et les transferts de mines ;
- 12° Il fixe le traitement des fonctionnaires publics, et alloue la somme nécessaire pour celui des employés du Conseil d'Etat ;
- 13° Il autorise l'acquisition d'immeubles, l'aliénation ou l'hypothèque des propriétés nationales et les emprunts pour le compte de l'Etat ;
- 14° Il exerce la souveraineté en tout ce que la Constitution ne réserve pas au peuple ou n'attribue pas à un autre pouvoir.

Article 33. (*Art. 30 actuel modifié.*)

Le Grand-Conseil peut inviter le Conseil d'Etat à préparer un projet de loi ou de décret, et fixer le terme pour la présentation du projet demandé.

Si l'urgence d'un décret est déclarée, le Conseil d'Etat doit le présenter dans la même session.

Article 34. (*Art. 31 actuel modifié.*)

Les projets de loi et de décret sont discutés en deux débats et en deux sessions ordinaires.

Si l'urgence d'un décret est déclarée, le second débat a lieu dans la même session.

Article 35. (*Art. 22 actuel.*)

Les députés doivent voter pour le bien général d'après leur conviction. Ils ne peuvent être liés par des instructions.

Article 36. (*Art. 21 actuel.*)

Hors le cas de flagrant délit, les membres du Grand-Conseil ne peuvent être arrêtés ni poursuivis, pendant les sessions, sans l'autorisation de ce Corps.

Article 37. (*Art. nouveau.*)

Le mandat de député au Grand-Conseil est incompatible avec les fonctions et les emplois dans les bureaux du Conseil d'Etat. Cette disposition est aussi applicable aux receveurs de districts.

Article 38. (*Art. nouveau.*)

Ne peuvent siéger en même temps dans le Grand-Conseil : le préfet et son substitut, le président et le vice-président d'un tribunal d'arrondissement, le conservateur des hypothèques et son substitut.

CHAPITRE II.

Pouvoir exécutif et administratif.

Article 39. (*Art. 32 actuel.*)

Le pouvoir exécutif et administratif est confié à un Conseil d'Etat, composé de cinq membres.

Deux d'entre eux sont choisis dans la partie du canton qui comprend les districts actuels de Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche et Sierre; un dans celle des districts de Sion, Hérens et Conthey, et deux dans celle des districts de Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey.

Article 40. (*Art 33 actuel.*)

Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes :

- 1^o Il présente les projets de loi ou de décret ;
- 2^o Il est chargé de la promulgation et de l'exécution des lois et décrets, et prend à cet effet les arrêtés nécessaires :
- 3^o (*modifié*). Il pourvoit au maintien de l'ordre public et à toutes les parties de l'administration ;
- 4^o (*modifié*). Il dispose des forces militaires cantonales dans les limites tracées par la Constitution et les lois fédérales ;

Il doit immédiatement informer les députés des mesures qu'il aura prises, et si les circonstances l'exigent, il convoquera le Grand-Conseil ;

Ce Corps sera immédiatement convoqué lorsque l'effectif des troupes mobilisées dépassera six cents hommes et lorsque le service durera plus de quatre jours ;

Le Conseil d'Etat ne peut mettre sur pied que des troupes organisées par la loi.

- 5° (*modifié.*) Il entretient les rapports du canton avec les Autorités fédérales et les Etats confédérés.
- 6° (*modifié.*) Il nomme les fonctionnaires, les employés et les agents dont la Constitution ou la loi n'attribue pas la nomination à une autre autorité, et il peut les révoquer par décision motivée, après les avoir entendus ;
- 7° Il surveille les autorités inférieures et donne des directions sur toutes les parties de l'administration ;
- 8° Il peut suspendre les autorités administratives qui refusent d'exécuter ses ordres. Il doit toutefois en référer au Grand-Conseil à sa première session.

Article 41. (*Art. 34 actuel.*)

Le gouvernement a, dans chaque district, pour l'exécution des lois et arrêtés, un représentant, sous le nom de préfet, et un préfet-substitut.

Article 42. (*Art. 35 actuel modifié.*)

Le Conseil d'Etat est responsable de sa gestion: il en rend compte annuellement et transmet en même temps au Grand-Conseil un inventaire complet et détaillé de la fortune publique.

Article 43. (*Art. 36 actuel modifié.*)

Il y a incompatibilité entre les fonctions de

conseiller d'Etat et le mandat de député au Grand-Conseil.

Les conseillers d'Etat prennent part aux discussions du Grand-Conseil, mais ils n'y ont pas voix délibérative.

Les fonctions de conseiller d'Etat sont incompatibles avec toutes autres fonctions importantes, telles que membre d'un conseil d'administration d'une banque ou d'une société de chemin de fer.

Article 44. (*Art. 38 actuel.*)

Pour l'expédition des affaires, le Conseil d'Etat se divise en départements.

Un règlement approuvé par le Grand-Conseil fixe le nombre des départements, et en précise les attributions.

Article 45 (*Art. nouveau.*)

Les membres du Conseil d'Etat ne peuvent remplir aucune autre fonction cantonale ou communale.

L'exercice des professions libérales leur est pareillement interdit.

Article 46. (*Art. nouveau.*)

Il ne pourra siéger plus d'un membre du Conseil d'Etat dans les Chambres fédérales.

CHAPITRE III.

Pouvoir judiciaire.

Article 47. (*Art. 39 actuel modifié.*)

Le pouvoir judiciaire est indépendant.

Aucun employé de l'Etat révocable par le gouvernement ne peut remplir les fonctions de juge au tribunal d'appel ou de juge d'un tribunal d'arrondissement.

Article 48. (*Art. 40 actuel modifié.*)

Il y a par commune un juge et un juge-substitut.

Par arrondissement, un tribunal au civil, au correctionnel et au criminel.

Et pour le canton une cour d'appel.

Article 49. (*Art. nouveau,*)

Le nombre des arrondissements, la compétence des juges et des tribunaux, le mode de nomination et de rétribution ainsi que l'incompatibilité entre les fonctions judiciaires et d'autres fonctions sont déterminés par la loi sur l'organisation judiciaire.

Les juges de commune et leurs suppléants sont nommés directement par le peuple.

Il ne peut y avoir plus de sept tribunaux d'arrondissement.

Selon la nature des causes portées à sa con-

naissance, la cour d'appel peut se subdiviser en chambres spéciales.

Article 50. (*Art. 37 actuel modifié.*)

Il y a un Tribunal du Contentieux de l'administration organisé par une loi spéciale.

Le recours est admis contre les jugements du Contentieux de l'administration pour cause d'incompétence ou d'inconstitutionnalité.

L'application de ce principe est déterminé par la loi sur l'organisation judiciaire.

TITRE V.

Régime de district et de commune.

CHAPITRE I.

Conseil de district.

Article 51. (*Art. 44 actuel modifié.*)

Il y a dans chaque district un conseil de district nommé pour quatre ans.

Le conseil de la commune nomme les députés au conseil du district, à raison d'un sur trois cents âmes de population.

La fraction de 151 compte pour l'entier.

Chaque commune a un délégué, quelle que soit sa population.

Article 52. (*Art. 47 actuel.*)

La loi détermine l'organisation et les attributions de ce conseil.

CHAPITRE II.

Régime communal.

Article 53. (*Art. 48 actuel modifié.*)

Il y a dans chaque commune :

- 1° Une assemblée primaire ;
- 2° Un conseil de commune (municipalité) ;
- 3° Une assemblée des bourgeois.

Si le nombre des non-bourgeois forme le tiers au moins de l'assemblée primaire, l'assemblée des bourgeois a le droit de demander la formation d'un conseil séparé.

Article 54. (*Art. 9, loi du 2 juin 1851.*)

Les avoirs communs qui, jusqu'à ce jour, étaient ordinairement affectés à un objet d'utilité publique, continuent à recevoir cette application.

Article 55. (*Art. 49 actuel modifié.*)

L'assemblée primaire se compose :

- 1° des bourgeois ;
- 2° des valaisans et des suisses ayant le droit de voter en vertu de la législation fédérale.

Article 56. (*Art. 50 actuel modifié.*)

L'assemblée primaire nomme le conseil, le président et le vice-président de la commune, le juge et le juge-substitut.

Article 57 (*Art. 51 actuel.*)

L'assemblée bourgeoisie se compose exclusivement de bourgeois ; elle nomme, s'il y a lieu, ses conseillers dont elle fixe le nombre, le président et le vice-président, et délibère sur la réception des nouveaux bourgeois.

Article 58. (*Art. 52 actuel.*)

Ces assemblées délibèrent, chacune en ce qui la concerne, sur les règlements de police ou relatifs à la jouissance de leurs avoirs ou autres règlements locaux, sur l'aliénation et l'hypothèque de leurs biens et sur les procès en appel. Elles prennent annuellement connaissance des comptes et de la gestion du conseil.

Article 59. (*Art. 53 actuel modifié.*)

Le conseil de la commune se compose de cinq membres au moins et de quinze au plus.

Il fait les règlements locaux et en procure l'exécution ; il nomme ses employés, fixe le budget des recettes et des dépenses et répartit les charges publiques.

Article 60. (*Art. 54 actuel modifié.*)

Le conseil des bourgeois se compose de trois membres au moins et de neuf au plus. Il veille aux intérêts de la bourgeoisie ; il en administre les biens, propose à l'assemblée le règlement sur la jouissance des avoirs bourgeoisiaux et rend annuellement compte de sa gestion,

Article 61. (*Art. 55 actuel modifié.*)

Dans les localités où il n'y a pas de conseil bourgeoisial, le conseil de la commune en remplit les fonctions.

Article 62. (*Art. 56 actuel modifié.*)

Dans les communes possédant déjà des sections qui comptent 400 votants et dont la population n'est pas agglomérée, les assemblées primaires et bourgeoisiales peuvent voter par sections.

Article 63. (*Art. 57 actuel.*)

L'organisation et les autres attributions de ces divers conseils sont déterminées par la loi.

Article 64. (*Art. 58 actuel modifié.*)

Le Conseil d'Etat exerce la surveillance sur l'administration des communes et des bourgeoisies.

Les règlements émanant de ces administrations sont soumis à l'approbation du Conseil d'Etat.

Celui-ci intervient toutes les fois qu'il y a réclamation de la part d'un intéressé.

Article 65. (nouveau.)

Tout projet d'aliénation et d'emprunt par les municipalités et les bourgeoisies doit recevoir la ratification du pouvoir exécutif.

TITRE IV.

Mode d'élection, conditions d'éligibilité, durée des fonctions publiques.

Article 66. (Art. 59 actuel modifié.)

Les députés au Grand-Conseil sont nommés pour chaque district directement par le peuple, à raison d'un député sur 1,000 âmes de population.

La fraction de 501 compte pour 1,000.

Le peuple nomme en même temps des suppléants à raison de un sur 2,000 âmes, la fraction n'étant pas comptée.

L'élection se fait par district et la votation du peuple a lieu dans la commune.

La loi électorale déterminera un mode de votation qui permette aux minorités de se faire représenter dans les districts.

Article 67. (Art. 60 actuel modifié.)

Le Grand-Conseil, le Conseil d'Etat, les municipalités et les Conseils bourgeoisiaux sont nommés pour quatre ans.

de nomination par le peuple
du suffrage universel
1
même électorale
Toute liste électorale portant un de candidats
a droit à un siège avoir autant de
Candidats élus, qu'elle a réuni de fois
le quotient électoral.
La fraction la plus forte
général, c'est la fraction la plus forte
qui l'emporte.
Parmi les candidats portés sur la
liste, l'ordre
même

Le Président et le Vice-Président du Conseil d'Etat sont soumis à réélection toutes les années. Le président n'est pas immédiatement rééligible.

Article 68. (*Art. nouveau.*)

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire sont nommés pour une période de 4 ans.

Article 69. (*nouveau.*)

La nomination des membres et des suppléants du Grand-Conseil a lieu le premier dimanche de mars pour chaque renouvellement de législature.

Le rang des suppléants est déterminé par l'ordre de leur nomination, s'ils sont élus en plusieurs scrutins ; entre ceux élus au même scrutin par le nombre des suffrages obtenus.

Le Grand-Conseil élu entre en fonction à l'ouverture de la session de mai qui suit son élection.

Article 70. (*nouveau.*)

Les élections municipales et bourgeoises ont lieu tous les quatre ans, le second dimanche de décembre.

Les autorités communales entrent en fonctions le premier jour de l'année qui suit leur élection.

S'il y a plainte, le Conseil d'Etat décide quelles sont les autorités qui doivent fonctionner jusqu'au jugement à intervenir.

Article 71. (*Art. 61 actuel modifié.*)

Le citoyen peut exercer ses droits politiques à l'âge de vingt ans révolus.

Tout électeur est éligible aux fonctions publiques.

Article 72. (*Art. 62 actuel.*)

Nul ne peut voter dans deux communes.

Article 73. (*Art. 64 actuel.*)

Il y a incompatibilité entre les fonctions civiles et les fonctions ecclésiastiques.

Article 74. (*Art. 66 actuel modifié.*)

Ne peuvent siéger en même temps au Conseil d'Etat :

- 1° Père et fils ;
- 2° Beau-père et gendre ou beau-fils ;
- 3° Frères-germains, consanguins ou utérins ;
- 4° Beaux-frères ;
- 5° Oncle et neveu.

Ces incompatibilités sont aussi applicables aux conseils des communes et des bourgeois.

Article 75. (*Art. 68 actuel modifié.*)

Les cas d'exclusion du droit de vote et du droit d'éligibilité sont déterminés par la législation cantonale et fédérale.

Article 76. (*Art. nouveau.*)

Le préfet ne peut remplir des fonctions de l'ordre judiciaire.

Article 77. (*Art. nouveau.*)

Ne peuvent être cumulées sur la même personne deux places de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif dont l'une serait subordonnée ou supérieure à l'autre.

Article 78. (*Art. nouveau.*)

Nul ne peut être en même temps président de commune et juge.

Art. 79. (*Article nouveau.*)

Nul ne peut en même temps faire partie des administrations municipale et bourgeoisiiale de la même commune.

Art. 80 (*Art. nouveau.*)

Les avocats patentés ne peuvent faire partie des tribunaux, ni plaider devant un tribunal dont ils remplissent les fonctions de greffier.

Art. 81. (*Art. nouveau.*)

Nul ne peut cumuler plusieurs emplois salariés par l'Etat dont les émoluments réunis s'élèvent à plus de 2,000 francs.

Art. 82. (*Art. nouveau.*)

La loi détermine les autres cas d'incompatibilité.

TITRE VII.

Dispositions générales et mode de révision.

Art. 83 (*Art. 70 actuel modifié.*)

Le pouvoir exécutif pourvoit à la promulgation des lois et des décrets et fixe le jour de la mise à exécution, à moins que le Grand Conseil ne le fixe lui-même.

Article 84 (*Art. 74 actuel modifié.*)

La présente constitution devra être révisée lorsque la majorité des citoyens habiles à voter en fera la demande.

La demande en révision faite par six mille citoyens sera soumise à la décision du peuple réuni en assemblées primaires.

Dans les cas d'affirmative, ces assemblées devront en même temps décider si la révision doit être totale ou partielle et si elle doit être faite par le Grand Conseil ou par une Constituante.

Toute demande en révision sera adressée au Grand Conseil. Les signatures qui l'appuyent seront données par communes et la capacité électorale des citoyens qui les ont apposées devra être attestée par l'autorité communale.

Ces formes sont applicables à la demande du référendum prévu à l'article 15.

Article 85 (*Art. 74 actuel.*)

Le Grand Conseil peut aussi réviser la Constitution, selon les formes fixées pour l'élaboration des lois, après avoir voté l'opportunité de la révision dans deux sessions ordinaires.

Art. 86. (*Art. 74. actuel, dernier alinéa.*)

La Constitution révisée sera soumise à la votation du peuple.

Article 87 (*Art. nouveau.*)

La loi sur l'organisation des tribunaux et la loi électorale doivent être mises en vigueur pour le 1^{er} décembre 1876.

TITRE VIII.

Dispositions transitoires.

Article 88.

Les élections prévues par la présente Constitution n'auront lieu qu'à l'expiration des termes fixés par la législation actuelle.

La durée des fonctions judiciaires est exceptionnellement fixée à deux ans pour la première période.

ART. 2. Le Conseil d'Etat pourvoira à ce que le présent projet de Constitution reçoive une publicité suffisante.

ART. 3. Si la majorité des citoyens ayant pris part à la votation s'est prononcée pour l'acceptation, la Constitution sera déclarée loi fondamentale de l'Etat.

ART. 4. Le jour de la votation sera fixé par le Conseil d'Etat. Toutefois la votation ne pourra avoir lieu que trois semaines au moins après la publication du projet.

ART. 5. Le Grand Conseil sera réuni pour prendre connaissance du dépouillement de la votation et pour en proclamer le résultat.

ART. 6. Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi

Donné en Grand Conseil, à Sion, le 2 Juin 1875

Le Président du Grand-Conseil,

ANT. RIBORDY.

Les Secrétaires,

J. THOVEX. — L.-L. ROTEN.



